

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 4098

[C – 2009/29908]

**30 OKTOBER 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008 houdende aanwijzing van de Commissarissen van de Regering bij de Hogescholen en van de Afgevaardigden van de Regering bij de Hogere Kunstscholen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het decreet van 17 maart 1997 tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008 houdende aanwijzing van de Commissarissen van de Regering bij de Hogescholen en van de Afgevaardigden van de Regering bij de Hogere Kunstscholen;

Op de voordracht van de Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

Besluit :

**Artikel 1.** De bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008 houdende aanwijzing van de Commissarissen van de Regering bij de Hogescholen en van de Afgevaardigden van de Regering bij de Hogere Kunstscholen wordt vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 15 september 2009.**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 oktober 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4099

[2009/205889]

**10 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 3, 5 à 14, 16, 25 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant exécution de l'article 24 du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 16 novembre 2009;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 9 novembre 2009;

Vu l'avis de la Commission consultative d'agrément en matière de placement, donné le 17 novembre 2009;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 30 octobre et 6 novembre 2009;

Vu l'urgence spécialement motivée;

Considérant que l'article 44 de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur impose aux Etats membres la transposition de ladite directive avant le 28 décembre 2009;

Considérant que le Gouvernement wallon a pris acte le 15 octobre 2009 du fait que ce projet d'arrêté portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement en tant qu'acte réglementaire était concerné par la transposition de la Directive 2006/123/CE du 12 décembre 2006 précitée;

Considérant que le Gouvernement a mis tout en œuvre pour adopter ce projet et le soumettre aux organes consultatifs dont l'avis est obligatoire;

Considérant de plus que le décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement prévoit en son article 26 que "le décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement wallon et au plus tard le 28 décembre 2009";

Considérant, dès lors, que pour des raisons de sécurité juridique et de régime transitoire, il est absolument nécessaire de faire entrer en vigueur concomitamment les deux normes et ce, avant le 28 décembre 2009;

Vu l'avis n° 47490/2 du Conseil d'État, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1<sup>o</sup> "décret" : le décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement;
- 2<sup>o</sup> "agence de placement" : l'agence telle que définie par l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret;
- 3<sup>o</sup> "agence de travail intérimaire" : l'agence telle que définie par l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret;
- 4<sup>o</sup> "Ministre" : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;
- 5<sup>o</sup> "Commission" : la Commission consultative et de concertation en matière de placement visée à l'article 14 du décret;
- 6<sup>o</sup> "Administration" : la Direction de l'Emploi et des Permis de Travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche du Service public de Wallonie;
- 7<sup>o</sup> "FOREm" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

#### CHAPITRE II. — Procédure d'enregistrement préalable de l'agence de placement

**Art. 2.** L'agence de placement s'enregistre auprès de l'Administration, soit par lettre recommandée, soit en s'identifiant par voie électronique, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par l'Administration, en communiquant les données prévues à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret.

**Art. 3.** Le Ministre peut dispenser l'agence de placement de fournir certaines données visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret si celles-ci sont déjà en possession de l'Administration ou sont disponibles par le biais de sources authentiques.

#### CHAPITRE III. — Procédure d'agrément préalable de l'agence de travail intérimaire

**Art. 4.** L'agence de travail intérimaire adresse une demande d'agrément à l'Administration, soit par lettre recommandée, soit par voie électronique, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par l'Administration.

La demande d'agrément préalable introduite par l'agence de travail intérimaire est accompagnée des documents suivants :

- 1<sup>o</sup> les documents visés à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret;
- 2<sup>o</sup> la preuve de l'enregistrement à la Banque-Carrefour des entreprises ou, le cas échéant, la preuve de la déclaration préalable, visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;
- 3<sup>o</sup> une attestation sur l'honneur signée par la ou les personne(s) habilitée(s) à engager l'agence de travail intérimaire précisant que celle-ci répond aux conditions de l'article 4, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, du décret.

Dans le cadre d'une demande de renouvellement d'agrément, les documents visés à l'alinéa 2 ne doivent pas être transmis à l'Administration, sauf demande expresse de sa part ou modification intervenue depuis l'agrément.

Lorsque la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément émane d'une agence de travail intérimaire visée à l'article 6, alinéa 2, du décret, elle est accompagnée des documents par lesquels l'agence de travail démontre qu'elle respecte, dans l'Etat où est situé son siège social, des conditions équivalentes à celles fixées par le décret.

Lorsque la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément émane d'une agence de travail intérimaire visée à l'article 7 du décret, elle est accompagnée des documents par lesquels l'agence de travail intérimaire démontre qu'elle respecte, dans l'Etat où est situé son siège social, des conditions équivalentes à celles fixées par le décret et de la preuve qu'elle exerce effectivement des services de travail intérimaire dans son pays d'origine.

Le Ministre peut préciser les modalités d'exécution visées aux alinéas 4 et 5 et dispenser l'agence de travail intérimaire de fournir les documents visés à l'alinéa 2 dès lors qu'ils sont en possession de l'Administration ou disponibles auprès de sources de données authentiques.

**Art. 5.** Le Ministre dispense l'agence de travail intérimaire agréée, enregistrée, identifiée ou détectée via des sources de données authentiques, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone d'introduire une demande d'agrément préalable lorsqu'elle preste ou compte prester des services de travail intérimaire sur le territoire de la région de langue française.

Le Ministre peut dispenser l'agence de travail intérimaire du respect de tout ou partie des obligations visées à l'article 11 du décret dès lors que l'Administration ou le FOREm peut s'assurer du respect de ces obligations soit par l'accès à des sources de données authentiques, soit par une collaboration entre les entités fédérées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans les cinq jours de la réception de celle-ci. Si le dossier est incomplet, l'Administration en avise l'agence de travail intérimaire dans le même courrier et précise les pièces et renseignements manquants.

L'agence de travail intérimaire introduit ceux-ci selon les modalités précisées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** L'instruction de la demande est effectuée par l'Administration.

L'Administration transmet le dossier à la Commission dans les dix jours suivant la réception du dossier complet.

Dans un délai de trente-cinq jours à compter de la réception du dossier complet par la Commission, celle-ci remet un avis quant à la demande d'agrément préalable ou de renouvellement d'agrément et le transmet au Ministre.

L'Administration transmet le dossier au Ministre.

Le Ministre prend une décision dans les vingt jours de la réception de l'avis de la Commission et du dossier de l'Administration. La décision est notifiée, dans les cinq jours qui suivent sa réception, par l'Administration à l'agence de travail intérimaire par lettre recommandée et par courrier simple à la Commission.

**Art. 8.** Le Ministre peut préciser, après avis de la Commission, les documents visés à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret et à l'article 4 du présent arrêté qui ne doivent pas être joints à la demande d'agrément de l'agence de travail intérimaire.

**Art. 9.** Conformément à l'article 9 du décret, la nouvelle agence de travail intérimaire fait connaître à l'Administration les informations relatives aux transformations intervenues et la ou les dates de l'entrée en vigueur de celles-ci.

Après avis de la Commission, le Ministre invite, le cas échéant, la nouvelle agence de travail intérimaire à introduire une demande d'agrément conformément aux modalités précisées par l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, qui est instruite conformément aux modalités visées à l'article 7.

CHAPITRE IV. — *Procédure de suspension ou de retrait de l'agrément l'agence de travail intérimaire ou de l'enregistrement de l'agence de placement*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'agence de placement ou l'agence de travail intérimaire concernée est convoquée au préalable par la Commission par lettre recommandée.

Après avis motivé de la Commission, le Ministre peut suspendre l'agrément des agences intérimaires ou l'enregistrement des agences de placement. La décision du Ministre portant suspension de l'agrément ou de l'enregistrement est notifiée, par l'Administration, à l'agence de travail intérimaire ou à l'agence de placement par lettre recommandée et à la Commission par courrier simple.

A l'issue de ce délai, si l'agence ne s'est pas conformée aux conditions de la décision de suspension de l'agrément ou de l'enregistrement, celui-ci est retiré conformément au § 2.

§ 2. Après avis motivé de la Commission, le Ministre peut retirer l'agrément de l'agence de travail intérimaire ou l'enregistrement des agences de placement.

L'agence de travail intérimaire concernée est convoquée au préalable par la Commission par lettre recommandée qui contient, notamment, les griefs qui lui sont reprochés.

La décision du Ministre portant retrait de l'agrément ou de l'enregistrement est notifiée, par l'Administration, à l'agence de travail intérimaire ou à l'agence de placement par lettre recommandée et à la Commission par courrier simple.

CHAPITRE V. — *Les rapports annuels d'activités et les données utiles à la transparence du marché régional du travail*

Section 1<sup>re</sup>. — Obligations relatives au rapport annuel d'activités simplifié prévu à l'article 2, alinéa 3, du décret

**Art. 11.** Le rapport annuel d'activités simplifié, tel que visé à l'article 2, alinéa 3, du décret, est établi par les organismes visées à l'article 2, alinéa 2, 4<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, du décret selon le formulaire déterminé par le Ministre, après avis de la Commission.

Il est transmis à l'Administration au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant celle concernée par le rapport annuel d'activités visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le formulaire de rapport annuel d'activités simplifié est adressé à l'agence de placement par l'Administration au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte le rapport annuel d'activités simplifié.

Section 2. — Obligations à charge de l'agence de placement enregistrée

**Art. 12.** Le rapport annuel d'activités visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret comprend les informations relatives aux activités de placement de l'année civile écoulée visées à l'article 10, §§ 4 à 10, du décret.

Il doit être transmis à l'Administration au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant celle concernée par le rapport annuel d'activités visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'agence de placement doit fournir les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour chaque service de placement pour lequel elle est enregistrée et qui a fait l'objet de prestations.

L'Administration communique au FOREm les informations visées à l'article 10, §§ 5 à 11.

Le formulaire de rapport annuel d'activités est adressé à l'agence de placement par l'Administration au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte le rapport annuel d'activités.

Section 3. — Obligations à charge de l'agence de travail intérimaire agréée

**Art. 13.** Le rapport annuel d'activités visé à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, du décret comprend les informations relatives aux activités de travail intérimaire de l'année civile écoulée visées à l'article 12 du décret.

Il doit être transmis à l'Administration au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant celle concernée par le rapport annuel d'activités visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'Administration communique au FOREm les informations visées aux articles 11, § 4, et 12, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret.

Le formulaire de rapport annuel d'activités est adressé à l'agence de travail intérimaire par l'Administration au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte le rapport annuel d'activités.

CHAPITRE VI. — *Dispositions générales, abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 14.** Le Ministre impose les amendes administratives visées à l'article 16, § 2, du décret.

**Art. 15.** L'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement est abrogé.

**Art. 16.** Les agences de placement qui avaient introduit une demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément selon les modalités du décret du 13 mars 2003 avant l'entrée en vigueur du décret relatif à l'agrément des agences de placement sont automatiquement enregistrées par l'Administration sous réserve que celle-ci dispose des données visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 8<sup>o</sup>, du décret.

**Art. 17.** A l'exception de l'article 24, le décret entre en vigueur le 28 décembre 2009.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 28 décembre 2009, à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4099

[2009/205889]

**10 DECEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie of de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus, inzonderheid op de artikelen 1, 3, 5 tot 14, 16, 25 en 26;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 13 maart 2003 tot erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot uitvoering van artikel 24 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie of de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 16 november 2009;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 november 2009;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor erkenning in arbeidsbemiddelingszaken, gegeven op 17 november 2009;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 oktober en 6 november 2009;

Gelet op de bijzonder met redenen omklede dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 44 van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt aan de lidstaten opdraagt om deze richtlijn vóór 28 december 2009 om te zetten;

Overwegende dat de Waalse Regering op 15 oktober 2009 akte heeft genomen van het feit dat dit ontwerp van besluit tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus als reglementaire akte betrokken was bij de omzetting van bovengenoemde Richtlijn 2006/123/EG van 12 december 2006;

Overwegende dat de Regering alles in het werk heeft gesteld om dit ontwerp aan te nemen en voor te leggen aan de adviesorganen waarvan het advies vereist is;

Overwegende bovendien dat het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie of de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus, in zijn artikel 26 hetvolgende bepaalt: "Dit decreet treedt in werking op de door de Waalse Regering vastgelegde datum, uiterlijk 28 december 2009";

Overwegende dat het dus om redenen van juridische veiligheid en overgangsregeling absoluut noodzakelijk is om beide normen gelijktijdig in werking te laten treden en dit, vóór 28 december 2009;

Gelet op het advies nr. 47490/2 van de Raad van State, gegeven op 1 december 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus;

2° "arbeidsbemiddelingsbureau" : het bureau zoals omschreven in artikel 1, 2°, van het decreet;

3° "uitzendbureau" : het bureau zoals omschreven in artikel 1, 3°, van het decreet;

4° "Minister" : de Minister van Tewerkstelling;

5° "Commissie" : de Advies- en overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling bedoeld in artikel 14 van het decreet;

6° "Administratie" : de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

7° "FOREm" : "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling).

HOOFDSTUK II. — *Procedure inzake de voorafgaande registratie van het arbeidsbemiddelingsbureau*

**Art. 2.** Het arbeidsbemiddelingsbureau laat zich registreren bij de Administratie, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door de administratie wordt bepaald, door de gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet mee te delen.

**Art. 3.** De Minister kan het arbeidsbemiddelingsbureau vrijstellen van het verstrekken van bepaalde gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet als deze gegevens reeds in het bezit zijn van de Administratie of beschikbaar zijn via rechtsgeldige bronnen.

HOOFDSTUK III. — *Procedure inzake de voorafgaande erkenning van het uitzendbureau*

**Art. 4.** Het uitzendbureau richt een erkenningsaanvraag aan de Administratie, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door de Administratie wordt bepaald.

De aanvraag om voorafgaande erkenning ingediend door het uitzendbureau gaat vergezeld van de volgende documenten :

1° de documenten bedoeld in artikel 8, § 1, van het decreet;

2° het bewijs van de registratie bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen of, desgevallend, het bewijs van de voorafgaande melding bedoeld in artikel 139 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

3° een attest op erewoord ondertekend door de perso(o)n(en) die bevoegd is (zijn) om het uitzendbureau te verbinden, waarbij wordt bepaald dat het bureau voldoet aan de voorwaarden van artikel 4, tweede lid, 5°, 6° en 8°, van het decreet.

In het kader van een aanvraag tot hernieuwing van een erkenning moeten de documenten bedoeld in het tweede lid niet aan de Administratie worden overgemaakt, behalve uitdrukkelijk verzoek van de Administratie of wijziging sinds de erkenning.

Als de aanvraag om erkenning of de aanvraag tot hernieuwing van erkenning afkomstig is van een uitzendbureau bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet, gaat hij vergezeld van de documenten waarmee kan worden aangetoond dat het uitzendbureau in de Staat waar zijn maatschappelijke zetel is gevestigd, dezelfde voorwaarden naleeft als die vastgelegd bij het decreet.

Als de aanvraag om erkenning of de aanvraag tot hernieuwing van erkenning afkomstig is van een uitzendbureau bedoeld in artikel 7 van het decreet gaat ze vergezeld van de documenten waarmee kan worden aangetoond dat het uitzendbureau, in de Staat waar zijn maatschappelijke zetel is gevestigd, dezelfde voorwaarden naleeft als die vastgelegd bij het decreet en van het bewijs dat het uitzendbureau werkelijk uitzenddiensten presteert in zijn land van herkomst.

De Minister kan de uitvoeringsmodaliteiten bedoeld in het vierde en het vijfde lid bepalen en het uitzendbureau vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in het tweede lid, als ze in het bezit zijn van de Administratie of beschikbaar zijn via rechtsgeldige bronnen.

**Art. 5.** Het uitzendbureau dat via rechtsgeldige bronnen wordt erkend, geregistreerd, geïdentificeerd of opgespoord, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitstalige Gemeenschap wordt door de Minister vrijgesteld van het indienen van een aanvraag om voorafgaande erkenning als het bureau uitzenddiensten op het grondgebied van het Franstalige taalgebied verstrekt of voornemens is te verstrekken.

De Minister kan het uitzendbureau vrijstellen van de naleving van het geheel of een gedeelte van de verplichtingen bedoeld in artikel 11 van het decreet als de Administratie of de "FOREm" de naleving van deze verplichtingen kan nagaan, hetzij door de toegang tot rechtsgeldige bronnen, hetzij door een samenwerking tussen de deelgebieden bedoeld in het eerste lid.

**Art. 6.** De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen vijf dagen na ontvangst ervan. Als het dossier onvolledig is, verwittigt de Administratie het uitzendbureau en geeft ze het bureau in hetzelfde schrijven kennis van de ontbrekende stukken en gegevens. Het uitzendbureau dient deze in volgens de modaliteiten bepaald in artikel 4, eerste lid.

**Art. 7.** De aanvraag wordt door de Administratie onderzocht.

De Administratie maakt het dossier over aan de Commissie binnen tien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

Binnen een termijn van vijftig dagen na ontvangst van het volledige dossier door de Commissie, brengt deze Commissie een advies uit betreffende de aanvraag om voorafgaande erkenning of de aanvraag tot hernieuwing van erkenning en maakt het over aan de Minister.

De Administratie maakt het dossier over aan de Minister.

De Minister beslist binnen twintig dagen na ontvangst van het advies van de Commissie en het dossier van de Administratie. Binnen vijf dagen na haar ontvangst wordt de beslissing door de Administratie meegedeeld aan het uitzendbureau bij aangetekend schrijven en aan de Commissie per gewone post.

**Art. 8.** Na advies van de Commissie, kan de Minister bepalen welke documenten bedoeld in artikel 8, § 1, van het decreet en in artikel 4 van dit besluit, niet moeten gevoegd worden bij de erkenningsaanvraag van het uitzendbureau.

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 9 van het decreet wordt de informatie m.b.t. de wijzigingen en de datum (data) van inwerkingtreding van deze wijzigingen door het nieuwe uitzendbureau aan de Administratie meegedeeld.

Na advies van de Commissie, nodigt de Minister, in voorkomend geval, het nieuwe uitzendbureau uit om een erkenningsaanvraag in te dienen overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 4, eerste lid, die wordt behandeld overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 7.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedure inzake de opschorting of intrekking van de erkenning van het uitzendbureau of van de registratie van het arbeidsbemiddelingsbureau*

**Art. 10.** § 1. Het betrokken arbeidsbemiddelingsbureau of het uitzendbureau wordt voorafgaandelijk opgeroepen door de Commissie bij aangetekend schrijven.

Na gemotiveerd advies van de Commissie kan de Minister de erkenning van de uitzendbureaus of de registratie van de arbeidsbemiddelingsbureaus opschorten. De beslissing van de Minister houdende opschorting van de erkenning of registratie wordt door de Administratie aan het uitzendbureau of aan het arbeidsbemiddelingsbureau bij aangetekend schrijven en aan de Commissie per gewone post meegedeeld.

Na afloop van deze termijn, wordt de erkenning of registratie ingetrokken overeenkomstig § 2, als het bureau zich niet heeft gehouden aan de voorwaarden van de beslissing tot opschorting van de erkenning of registratie.

§ 2. Na gemotiveerd advies van de Commissie kan de Minister de erkenning van het uitzendbureau of de registratie van de arbeidsbemiddelingsbureaus intrekken.

Het betrokken uitzendbureau wordt voorafgaandelijk opgeroepen door de Commissie bij een aangetekend schrijven waarin o.a. de geopperde bezwaren worden vermeld.

De beslissing van de Minister houdende intrekking van de erkenning of registratie wordt door de Administratie aan het uitzendbureau of aan het arbeidsbemiddelingsbureau bij aangetekend schrijven en aan de Commissie per gewone post meegedeeld.

HOOFDSTUK V. — *Jaarlijkse activiteitenrapporten en gegevens die nodig zijn voor de doorzichtigheid van de gewestelijke arbeidsmarkt*

*Afdeling 1.* — Verplichtingen i.v.m. het vereenvoudigd jaarlijks activiteitenrapport bedoeld in artikel 2, derde lid, van het decreet

**Art. 11.** Het vereenvoudigd jaarlijks activiteitenrapport zoals bedoeld in artikel 2, derde lid, van het decreet wordt opgemaakt door de instellingen bedoeld in artikel 2, tweede lid, 4<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, van het decreet aan de hand van het formulier bepaald door de Minister, na advies van de Commissie.

Het wordt uiterlijk 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarop het jaarlijks activiteitenrapport bedoeld in het eerste lid betrekking heeft aan de Administratie overgelegd.

Het formulier van het vereenvoudigd jaarlijks activiteitenrapport wordt door de Administratie aan het arbeidsbemiddelingsbureau gericht uiterlijk op 1 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarop het vereenvoudigd jaarlijks activiteitenrapport betrekking heeft.

*Afdeling 2.* — Verplichtingen opgelegd aan het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau

**Art. 12.** Het jaarlijks activiteitenrapport bedoeld in artikel 10, § 1, 5<sup>o</sup>, van het decreet bevat informatie over de arbeidsbemiddelingsactiviteiten van het afgelopen kalenderjaar bedoeld in artikel 10, §§ 4 tot 10, van het decreet.

Het moet uiterlijk 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarop het jaarlijks activiteitenrapport bedoeld in het eerste lid betrekking heeft aan de Administratie worden overgelegd.

Het arbeidsbemiddelingsbureau moet de informatie bedoeld in het eerste lid verstrekken voor elke arbeidsbemiddelingsdienst waarvoor het is geregistreerd en die het voorwerp heeft uitgemaakt van prestaties.

De Administratie bezorgt de "FOREm" de informatie bedoeld in artikel 10, §§ 5 tot 11.

Het formulier van het jaarlijks activiteitenrapport wordt door de Administratie aan het arbeidsbemiddelingsbureau gericht uiterlijk op 1 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarop het jaarlijks activiteitenrapport betrekking heeft.

*Afdeling 3.* — Verplichtingen opgelegd aan het erkende uitzendbureau

**Art. 13.** Het jaarlijks activiteitenrapport bedoeld in artikel 11, § 1, 8<sup>o</sup>, van het decreet bevat informatie over de uitzendactiviteiten van het afgelopen kalenderjaar bedoeld in artikel 12 van het decreet.

Het moet uiterlijk 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarop het jaarlijks activiteitenrapport bedoeld in het eerste lid betrekking heeft aan de Administratie worden overgelegd.

De Administratie bezorgt de "FOREm" de informatie bedoeld in de artikelen 11, § 4 en 12, §§ 1 en 2, van het decreet.

Het formulier van het jaarlijks activiteitenrapport wordt door de Administratie aan het uitzendbureau gericht uiterlijk op 1 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarop het jaarlijks activiteitenrapport betrekking heeft.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 14.** De Minister legt de administratieve boeten op bedoeld in artikel 16, § 2, van het decreet.

**Art. 15.** Het besluit van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus wordt opgeheven.

**Art. 16.** De arbeidsbemiddelingsbureaus die een aanvraag om erkenning of een aanvraag tot hernieuwing van erkenning hadden ingediend volgens de modaliteiten van het decreet van 13 maart 2003 vóór de inwerkingtreding van het decreet betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus worden automatisch geregistreerd door de Administratie voor zover de Administratie over de gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, 8<sup>o</sup>, van het decreet beschikt.

**Art. 17.** Met uitzondering van artikel 24, treedt het decreet in werking op 28 december 2009.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 28 december 2009, met uitzondering van artikel 11 dat in werking treedt op 1 januari 2011.

**Art. 19.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2009/24468]

9 DECEMBRE 2009. — Arrêté royal portant nomination et remplacement de membres du conseil d'administration du Centre fédéral d'expertise des soins de santé

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, notamment l'article 270 § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 23 décembre 2005, par la loi du 13 décembre 2006, et par la loi du 6 mai 2009;

Vu la proposition de l'Agence intermutualiste;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C – 2009/24468]

9 DECEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot benoeming en vervanging van leden van de raad van bestuur van het Federaal kenniscentrum voor de gezondheidszorg

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 24 december 2002, inzonderheid op artikel 270, §1, gewijzigd bij de wet van 23 december 2005, bij de wet van 13 december 2006 en bij de wet van 6 mei 2009;

Gelet op de voordracht van het Intermutualistisch Agentschap;